

LOI n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique
Tableau de synthèse de l'entrée en application des dispositions

Les mesures présentées dans ce documents sont assorties de la mention des conditions de leur entrée en vigueur telles qu'elles sont prévues par la loi du 6 août 2019 : dates, décret d'application à paraître, dispositions transitoires, etc.

Certaines de ces mesures sont signalées comme étant « d'application immédiate », lorsque la loi ne prévoit aucune disposition particulière à leur sujet. Cela n'exclut toutefois pas que leur mise en œuvre s'accompagne d'interventions réglementaires ultérieures afin, notamment, de préciser ou d'adapter les textes correspondants.

Articles des Lois	OBJET	CONTENU	Entrée en vigueur/dispositif complémentaire
55	création d'un code général de la fonction publique	pour renforcer la clarté et l'intelligibilité du droit	ordonnance dans les 24 mois à compter de la promulgation de la loi

▼ un dialogue social rénové ▼

1	principe de participation	prise en compte de la définition des orientations en matière de politique RH Allègement de l'examen des décisions individuelles	application immédiate décret en Conseil d'État
2 et 3	conseil commun de la fonction publique (CCFP) conseil supérieur de la fonction publique territoriale (CSFPT)	modalité de saisine du CCFP composition du CSFPT feuille de route au CSFPT tous les 3 ans	application immédiate prochain renouvellement des assemblées délibérantes application immédiate
12	commission consultative paritaire (CCP)	mise en place d'une CCP commune en formation ordinaire et disciplinaire	prochain renouvellement des instances
10, 27 et 30	commission administrative paritaire (CAP) CREP (compte rendu de l'entretien professionnel)	CAP unique si insuffisance des effectifs, suppression des groupes hiérarchiques compétences CAP (maintien et suppression des compétences actuelles) demande de révision du CREP	prochain renouvellement des instances suppression : 1er janvier 2020 → mobilité et mutation 1er janvier 2021 → avancement de grade et promotion interne /compétences : décret en conseil d'Etat a compter du 1 ^{er} janvier 2021 pour les CREP 2020
13	instances et fusion de collectivités ou établissements	modalités d'organisation et d'élection pour les CAP et CST	au moment de la fusion et au prochain renouvellement des instances
32	conseil de discipline et recours (CDR)	suppression des CDR pour les titulaires et contractuels	application immédiate application aux sanctions notifiées à partir du 7 août 2019
5	Rapport social unique (RSU)	élaboration et présentation du RSU à l'assemblée délibérante après l'avis du CST	1 ^{er} janvier 2021 / décret en conseil d'État
14	Accords négociés	articulation accords nationaux et locaux	ordonnance dans un délai de 15 mois – automne 2020 au plus tard
56	droit de grève	mise en place d'accords négociés en vue d'assurer la continuité de certains services (avec notamment un délai de prévenance)	application immédiate

▼ un processus de recrutement révisé et la mobilité encouragée ▼

15	renforcement du cadre juridique du recrutement des contractuels	garantir l'égal accès aux emplois publics	décret en Conseil d'État
22	recours aux contractuels en remplacement	liste en cas de recours aux contractuels allongée	application immédiate
21	recours aux contractuels sur emplois permanents emplois à temps non complet	extension aux catégories B et C assouplissement de l'encadrement du recrutement des fonctionnaires à temps non complet	décret en Conseil d'État
23	indemnité de fin de contrat	bénéficiaires : durée de contrat inférieure ou égale à 1 an	contrats conclus à partir du 1 ^{er} janvier 2021 / décret en conseil d'État
71	contrat à durée indéterminée (CDI)	portabilité des CDI entre les 3 versants de la Fonction Publique	application immédiate
17	contrat d eprojet	emploi non permanent (catégorie A, B et C)	décret en Conseil d'État
16	emploi de direction	abaissement du seuil de recrutement	décret en Conseil d'État
89	organisation des concours	extension des concours sur titre et fin des multi-inscriptions	décrets
24	contractuel lauréat de concours	caractère facultatif et non plus obligatoire de la nomination stagiaire des contractuels lauréats de concours	application immédiate

66	mise à disposition et détachement de fonctionnaires de l'État	dérogation à la règle du remboursement pour la mise à disposition et minoration de la contribution pour la constitution des droits à pension	décret en Conseil d'État
70	détachement	double détachement pour accomplir un stage	application immédiate
74	disponibilité	nouvelles règles de réintégration	1 ^{er} janvier 2020
85	avancement	maintien des droits en cas de congé parental et de disponibilité pour élever un enfant de moins de 8 ans	application immédiate

▼ des garanties et des droits aux agents accrus ▼

16 et 24	formation liée à certains emplois	obligation de formation pour les fonctions d'encadrement	application immédiate
		obligation de formation pour les recrutements directs sur emploi de direction	décret en Conseil d'État
21	formation des contractuels	obligations de formation quand contrat supérieur à 1 an	décret en Conseil d'État
58	compte personnel de formation (CPF)	alimentation du CPF et portabilité entre secteur public et privé	décret en Conseil d'État
59	recrutement et formation	Etablissements et services de formation des agents publics, formation et recrutement des agents de catégorie A et renforcement de la formation de certains agents	3 ordonnances dans un délai de 18 mois -printemps 2021 au plus tard
28	rémunération des contractuels	inscription dans le statut général	application immédiate
41	supplément familial de traitement (SFT)	nouvelle modalité en cas de résidence alternée	application immédiate
27	compte rendu d'entretien professionnel (CREP)	notion d'appréciation de la valeur professionnelle et lien entre CREP et CPF	a compter du 1er janvier 2021 pour les CREP 2020
40	protection de la santé	participation des employeurs à la protection sociale complémentaire, simplification des instances médicales, règles applicables aptitude physique, recours au temps partiel	5 ordonnances dans un délai de 15 ou 12 mois selon les cas – printemps ou été 2020 au plus tard
	période de préparation au reclassement (PPR) agents en risque d'usure professionnelle	modification du point de départ du droit à PPR	application immédiate
		droit à un entretien de carrière	décret en Conseil d'État
	médecine de prévention	possibilité de mutualisation des services de médecine préventive entre employeurs publics	application immédiate
90	agents en situation de handicap	précision quant à l'obligation d'emploi	application au 1 ^{er} janvier 2020 / décret en conseil d'État
91		expérimentation de la titularisation des apprentis en situation de handicap	pour une durée de 5 ans à compter du 7 août 2019 / décret en conseil d'État
92		création de la fonction de Référent handicap et aménagement des concours	décret en Conseil d'État
93		possible détachement dans un cadre d'emploi supérieur	du 1 ^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2025 / décret en conseil d'État
80	Egalité professionnelle et prévention des discriminations	mise en place de dispositifs de signalement	décret en Conseil d'État
		mise en place d'un plan d'action pluriannuel pour l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes	au plus tard le 31 décembre 2020 / décret en conseil d'État
82		Ajustement du dispositif de nominations équilibrées dans les emplois de direction	au prochain renouvellement général des assemblées délibérantes
83		composition équilibrée des jurys et instances de sélection	décret en Conseil d'État
85		mention de la part respective des femmes et des hommes dans le tableau annuel d'avancement	application immédiate
25 et 40	proche aidant	facilitation de la mobilité pour le fonctionnaire ayant la qualité de proche aidant création d'un congé de proche aidant	application immédiate
45	autorisations spéciales d'absence	inscription dans le statut général des absences liées à la parentalité ou pour raisons familiales	décret en Conseil d'État
81	Egalité professionnelle et prévention des discriminations	ajout de la situation de grossesse parmi les éléments ne pouvant entraîner une distinction entre les fonctionnaires	application immédiate
84	jour de carence	exonération au cours de la grossesse	application immédiate
46	Aménagement horaire	pour les agents allaitant leur enfant au cours de la 1 ^{er} année	décret en Conseil d'État

▼ des obligations renforcées ▼

47	temps de travail	suppression des régimes dérogatoires à la durée légale de travail de 1607 heures	1 an à compter du prochain renouvellement des assemblées délibérantes puis application au 1 ^{er} janvier de l'année suivant la définition des nouvelles règles
49	télétravail	possibilité de travail ponctuel	modification du décret existant
34 et 35	déontologie	passage de la Commission de déontologie à la Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique (HATVP) et accroissement des missions du Référent déontologue	1 ^{er} février 2020 / décret en conseil d'État
37	rémunération	obligation de publication annuelle de la sommes des dix rémunérations les plus élevées dans certaines collectivités et établissements	application immédiate
31	discipline	nouvelle sanction radiant du tableau d'avancement et précisions sur l'effacement des sanctions et le sursis assistance du témoin cité dans certaines procédures	application immédiate

▼ un accompagnement des transitions professionnelles étoffé ▼

72	introduction de la rupture conventionnelle	dispositif expérimental pour les fonctionnaires et les CDI	1 ^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2025 / décret en conseil d'État
76	transfert de personnels	modalités du détachement d'office dans un service public industriel et commercial ou auprès d'une personne de droit privé	décret en Conseil d'État
77	emploi fonctionnel	accompagnement de la fin du détachement sur emploi fonctionnel	application immédiate
78 et 79	fonctionnaire momentanément privé d'emploi	réforme des conditions de la prise en charge	application immédiate avec dispositions transitoires pour les situations en cours